

Jacinda Ardern : sur les chapeaux de roues grâce aux Young Global Leaders de Schwab, contaminée par les vaccins de Gates

écrit par Monique B | 10 janvier 2024



Jacinda Arden a d'abord servi la soupe populaire, puis soutenu celle de Blair, avant d'inventer la recette de la soupe gratinée aux Kiwis. Et tout cela fait que la soupe fut bonne pour elle...

© Dean Lewis / Pool AFP



Jacinda Arden a d'abord servi la soupe populaire, puis soutenu celle de Blair, avant d'inventer la recette de la soupe gratinée aux Kiwis. Et tout cela fait que la soupe fut bonne pour elle...

© Dean Lewis / Pool AFP

PORTRAIT CRACHE – Elle distribuait la soupe et, 10 ans plus tard, a fini par diriger un pays, mais entre les deux, il y a eu Tony Blair, les Young Global Leaders (YGL) et une ascension politique plus fulgurante encore que la chasse à la méthanisation des pets de vaches. Depuis ses 17 ans, l'ex-Première ministre de la Nouvelle-Zélande, Jacinda Arden, a navigué entre les Travailleurs, les jeunes socialistes et le cabinet du Premier ministre britannique. De la Nouvelle-Zélande à Davos, son chemin est semé de succès, de seringues et d'une cascade de promesses non tenues. Pourtant, même en jonglant avec des crises politiques, des controverses climatiques et des vaccinations, Arden a su garder la soupe au chaud... jusqu'à ce qu'un micro se mette en marche au mauvais moment !

Jacinda Arden adhère au Parti travailliste de Nouvelle-Zélande à 17 ans, alors qu'elle étudie la communication. « *Ce n'est que bien plus tard que j'ai réalisé que la politique était un moyen de changer les choses que je voyais autour de moi* ». Malgré son jeune âge, elle commence à travailler à Wellington pour Phil Goff, alors ministre des Affaires

étrangères (désormais haut-commissaire de la Nouvelle-Zélande au Royaume-Uni), et Helen Clark, Première ministre de 1999 à 2008. En 2003, Arden devient vice-présidente des jeunes travaillistes.

De la soupe populaire à Tony Blair sans beaucoup d'amour-propre

Mais la native de Hamilton (Waikato) est avide de voyages. Elle s'envole en 2006 pour New York et travaille durant six mois dans une soupe populaire avant d'intégrer une association de défense des droits des travailleurs. *"Je voulais vivre à l'étranger. Je voulais vivre ce temps et cette expérience à l'étranger. Je faisais un travail bénévole incroyable que j'adorais"*, raconte-t-elle. Bientôt, le cabinet du Premier ministre britannique Tony Blair signale un poste vacant de conseillère à Londres. Jacinda Ardern postule. *« J'étais complètement vidée »* mais *"c'était totalement pragmatique"*. Après un entretien par téléphone, *"j'ai accepté ce travail"*, malgré un *"véritable dilemme concernant Tony Blair"*, cet adepte du forum de Davos, [fervent défenseur des campagnes de vaccination](#) et de l'usage des nouvelles technologies dans la lutte contre la pandémie, qui aura entraîné, en 2003, le Royaume-Uni dans une guerre en Irak en mentant éhontément.

La Néo-Zélandaise ne travaille pas en étroite collaboration avec le Premier ministre britannique. *"Le cabinet est énorme (...). Nous étions une unité parmi d'autres (...). Je travaillais aux côtés de petites entreprises, essayant de leur faciliter la vie"*. Jacinda Ardern profitera quelques années plus tard de la présence de Tony Blair à un événement en Nouvelle-Zélande pour lui demander ce qu'il *"aurait fait différemment"*, sachant que la vérité au sujet de l'Irak était désormais connue de tous. *"Seriez-vous allé à la guerre ?"*, l'interrogea-t-elle. *"Je me serais préparé à y rester plus longtemps"*, répliqua-t-il...

Jacinda Ardern quitte Londres et, en 2008, devient présidente

de l'International Union of Socialist Youth. Elle fait son retour en Nouvelle-Zélande et est vite sollicitée par son parti pour faire campagne et devenir députée de sa région natale, le Waikato. Elle perd ces élections mais son parti remporte suffisamment de sièges et, grâce à sa 20e position sur sa liste, devient députée. Une pratique courante dans le système électoral proportionnel mixte de la Nouvelle-Zélande, où les électeurs expriment deux votes : l'un pour le parti de leur choix, l'autre pour leur candidat local.

Un kiwi au WEF... Quand le fruit est mûr, on le pousse au pouvoir

Ardern devient, à 28 ans, le plus jeune membre du Parlement. Le Parti travailliste la nomme porte-parole chargée de la jeunesse et porte-parole adjointe chargée de la justice des jeunes. Elle conserve son siège jusqu'à 2017 malgré deux échecs électoraux en 2011 et 2014.

Ancienne conseillère au cabinet de Tony Blair, vice-présidente des jeunes travaillistes, présidente de l'International Union of Socialist Youth et députée, Jacinda Ardern, malgré trois défaites électorales, a-t-elle le potentiel pour diriger la Nouvelle-Zélande ? En tout cas, le Forum économique mondial (WEF) et son fondateur, Klaus Schwab, s'intéressent très vite à ce profil aussi peu typique à Wellington que typique des Young Global Leaders. En 2014, Ardern est sélectionnée et diplômée par cette structure, qui "[infiltre](#)" les gouvernements à travers le monde et choisit les dirigeants de demain.

En attendant, Jacinda Ardern a encore du chemin à parcourir. A commencer par remporter une élection ! Sa première victoire survient finalement en 2017. Elle élue députée dans la circonscription de Mount Albert, Auckland. C'est le début de son ascension. Sa popularité lors de ces primaires lui permet d'être élue vice-présidente du Parti travailliste. Elle a

alors 36 ans et, une fois encore, bat un record de précocité en accédant à cette fonction.



Son ascension est alors fulgurante. En cette même année de 2017, Andrew Little quitte la tête du parti, à deux mois des législatives qui doivent déterminer qui sera le prochain Premier ministre. A cette époque, la droite détient depuis neuf ans le pouvoir. Jacinda Ardern est missionnée par le Parti travailliste pour remplacer Andrew Little, en devenant son plus jeune chef.

La Young Global Leader surfe sur sa popularité. Deux mois suffisent pour drainer les intentions de vote en faveur de sa formation politique. Les Néo-zélandais semblent atteints de "Jacindamania", constate la presse.

Le renseignement pour Jacinda, une aubaine pour le "Forum"

Pour se faire élire, Jacinda Ardern fait alliance avec le

parti Nouvelle-Zélande d'abord (NZF), prône une baisse de l'immigration, une renégociation de l'accord de partenariat transpacifique et un programme de construction de 100 000 logements jusqu'à 2027. Durant sa campagne, elle fait part de son intention d'interdire aux étrangers d'acheter des logements en Nouvelle-Zélande, de renforcer les services publics de santé mentale et d'augmenter le salaire minimum. Des mesures accompagnées, naturellement, par un objectif de neutralité carbone.

Elle n'obtient pas la majorité (35,7%) et se voit donc contrainte de former une coalition avec le NZF et le Parti vert pour devenir Premier ministre. Elle prend aussi en charge les portefeuilles de la Sécurité nationale et du Renseignement, de la Culture et des Enfants vulnérables.

Sa première crise politique survient en mars 2019, après l'attentat terroriste commis par un homme isolé ayant ciblé des mosquées et des personnes musulmanes à Christchurch, qui fait 51 morts. En réaction, Jacinda Ardern interdit les armes semi-automatiques et lance un programme de rachat d'armes, qui lui vaut nombre de critiques.

Trudeau, Ardern, même combat... au pays des euthanasies joyeuses !

La même année, elle initie l'accord sur le changement climatique, le commerce international et la durabilité, et poursuit sa politique jugée "libérale", en légalisant le droit à l'avortement, [l'euthanasie](#) et en proposant la légalisation du cannabis à usage récréatif.

Sa cohabitation avec le NZF est tumultueuse. Le parti bloque d'ailleurs sa politique d'accès au logement. Un projet immobilier à Auckland, sur un territoire cher aux Aborigènes, entache son image. A cela s'ajoute son engagement dans la lutte climatique. Jacinda Ardern se voit reprocher sa concession au secteur agricole de ne pas inclure le méthane

dans les objectifs de réduction d'émission de gaz.

Malgré ses faux pas, elle est le Premier ministre néo-zélandais le plus populaire depuis un siècle. Elle brigue, en toute logique, un second mandat en 2020. Les élections sont prévues en septembre, puis anticipées avant, finalement, d'être reportées au mois d'octobre en raison de la pandémie de Covid. Une aubaine pour Ardern. Les premières mesures contre le coronavirus sont saluées par son électorat, qui continue à la soutenir, malgré une inflation galopante et une récession économique jamais vue depuis la Seconde guerre mondiale. Un think-tank australien classe sa gestion comme étant la meilleure parmi 98 pays.

Elle est réélue le 6 novembre 2020, obtenant cette fois-ci la majorité avec les Travailleurs. Si elle conserve le soutien du Parti Vert, elle peut se débarrasser du NZF. La voie est dégagée pour entreprendre la suite de ses réformes. Mais Jacinda Ardern et son gouvernement sont vite rattrapés par la crise économique, l'inflation et, surtout, les promesses électorales non respectées, particulièrement son programme de construction de logements. Sur les 100 000 habitations promises, seulement 1 300 ont été réalisées... Ses mesures de confinement et de vaccination contre le Covid achèvent de faire baisser sa cote de popularité.

Une gestion de l'épidémie à la Gengis Khan

Lorsque la campagne de vaccination débute en février 2021, les Néo-Zélandais ont déjà vécu un premier confinement. Huit mois plus tôt, Jacinda Ardern promis à Bill et Melinda Gates la bagatelle de 37 millions de dollars pour participer à la mise au point d'un vaccin contre le coronavirus. Quinze de ces 37 millions de dollars étaient destinés à la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI) et 7 millions à l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI), structures de la fondation Gates. Sa contribution au programme COVAX, dirigé par CEPI, GAVI et l'OMS, [s'élèvera](#) finalement à

26 millions de dollars.

Fin 2020, la Première ministre annonce l'achat de doses supplémentaires de deux vaccins, AstraZeneca et Novavax, après ceux de Pfizer/BioNTech et Janssen déjà acquis. Elle annonce également que la vaccination sera obligatoire, notamment pour les enseignants, les corps de sécurité et le personnel de la santé. Début 2021, elle maintient les frontières de la Nouvelle-Zélande fermées pour les non-citoyens et les non-résidents, imposant la vaccination pour les citoyens souhaitant entrer sur le territoire.

Elle impose durant l'été un nouveau confinement national et cette mesure, tout comme l'obligation vaccinale, suscite des manifestations rejetant ces mesures jugées "disproportionnées" et appelant le gouvernement à réagir face aux problèmes sociaux. Des protestations que Jacinda Ardern qualifie "d'importées" et qui la pousseront doucement mais fermement vers la sortie.

En novembre 2022, elle annonce son intention de briguer un troisième mandat. Son image, déjà bien écornée, se ternit encore lorsqu'elle insulte un opposant politique, croyant son micro éteint. Usée et ayant rempli son contrat de YGL, elle annonce en janvier 2023 sa démission, affirmant "*n'avoir plus assez d'énergie*". Sa démission intervient peu de temps après la publication de sondages défavorables, dans un contexte marqué par une situation économique détériorée et une baisse de confiance dans son gouvernement et sa politique globaliste...

<https://www.francesoir.fr/portraits/jacinda-ardern-sur-les-cha-peaux-de-roues-grace-aux-young-global-leaders-de-schwab>